

CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET ENDETTEMENT EXTERIEUR DE L'ALGÉRIE : états des lieux et perspectives

Malek MERHOUN

Chargé de cours à l'Ecole Supérieure de Commerce d'Alger, membre du laboratoire.

Résumé: Selon la théorie classique du sous-développement forgée aux cours des années 1950 pour des pays du tiers monde, l'endettement extérieur doit être considéré comme un moyen de développement.

L'Algérie comme les pays en voie de développement, a eu recours à l'endettement extérieur pour le financement de ses plans de développement. Ce processus a conduit le pays à subir les effets d'un service de la dette de plus en plus lourd. Pour dynamiser une économie à croissance lente et instable, et faire face aux nouvelles exigences économiques, en utilisant ses potentialités, l'Algérie est déterminée à poursuivre et à approfondir le processus des réformes structurelles de son économie.

Il est grand temps de repenser les urgences et les priorités. Et l'urgence aujourd'hui est bien à la définition d'une stratégie de croissance économique et sociale durable.

Mots clés : Sous-développement, endettement extérieur, développement économique, croissance économique, potentialités, priorités.

Abstract: The classical theory of underdevelopment, invented during the 1950's, has always considered that the lack of funds was one of the main causes of the Third World Countries' backwardness.

Algeria, like the developing countries, resorted to foreign debt in order to finance its development plans. This process subjected Algeria to suffer the effects of a heavier and heavier debt service. So as for it to revitalize a low-growing and instable economy, using her potentialities, Algeria is determined to go further and deep in the process of structural reforms of its economy.

It is high time top priorities were thought about again. And the top priority today lies in defining a strategy of a sustainable economic and social growth.

Keywords: underdevelopment, foreign debt, economic development, economic growth, potentialities, priority.

Introduction

La théorie classique du sous-développement forgée au cours des années 1950, a toujours considéré que le manque de capitaux était l'une des causes principales du retard des pays du tiers-monde.¹ Pour cela l'endettement extérieur était considéré comme l'instrument privilégié d'injection de capitaux dans l'économie de ces pays. Selon cette théorie, l'endettement extérieur doit être considéré comme un moyen de développement et tous les pays investissent en général à crédit. Cependant, il faut préciser que les créanciers étrangers seraient disposés à financer de nouveaux investissements, mais pas pour accorder des crédits destinés à la consommation.

Parmi les problèmes cruciaux de développement, il en est un qui polarise aujourd'hui l'attention parce qu'il entrave aussi bien les gouvernements du Nord que ceux du Sud : il s'agit en l'occurrence du problème de la dépendance financière et monétaire et/ou de l'endettement extérieur des pays en voie de développement.

L'Algérie comme tous les pays en voie de développement, a eu recours à l'endettement extérieur pour le financement de ses plans de développement, ceci compte tenu de l'insuffisance de son épargne intérieure. En effet, la mobilisation des capitaux financiers est un impératif absolu. Toutefois, si l'action de mobilisation du financement extérieur est vitale pour l'activité économique nationale, en revanche elle présente de nombreux risques. Ce processus a conduit l'Algérie à subir les effets d'un service de la dette de plus en plus lourd.

Lorsqu'on parle aujourd'hui de la dette extérieure de l'Algérie, ce ne sont pas en réalité le problème du volume de la dette ou encore celui de défaut de paiement qui sont les plus préoccupants. C'est plutôt en termes de structure que le phénomène est perçu actuellement puisque les taux d'intérêt sont élevés et fluctuants, le taux de change entre les différentes monnaies ne cessent d'osciller principalement pour le dollar américain, dont sont libellés la plupart des emprunts extérieurs de l'Algérie, la durée à moyen terme des crédits octroyés rendant ainsi proche l'échéance de remboursement, etc.

Dans le cadre de notre **problématique** de recherche, notre contribution scientifique portera sur la question majeure suivante :

Quelle est la réalité de l'endettement extérieur de l'Algérie, et est-ce qu'il constitue réellement une entrave à la croissance économique ?

1-Endettement extérieur, croissance économique et développement: Arbitrage ou synergies

Les problèmes posés par l'endettement excessif du Tiers monde pourront être résolus à un premier niveau; il consiste à mener une action dans le cadre spécifique des structures financières internationales. Toutefois cette action est aussi limitée qu'un traitement qui en s'occuperait que des symptômes sans chercher à agir sur les causes de la maladie. Il nous faut donc aborder maintenant le problème complexe de la « mécanique de l'endettement » qui a pour cause première le modèle de croissance économique et développement.

1.1- Endettement extérieur entre la théorie et la pratique

L'endettement extérieur d'un pays est une transaction économique naturelle, qui permet aux agents économiques nationaux et étrangers de procéder à des arbitrages inter temporels mutuellement avantageux, qu'ils n'auraient pas pu réaliser dans une économie fermée. Pour être naturels et favorables à l'efficacité du système économique, les flux de capitaux peuvent néanmoins déboucher sur des situations de crise d'endettement, et on considère souvent que la dette extérieure crée autant de problèmes qu'elle n'en résout. C'est à dire, on entend par endettement l'ensemble des concours demandés par un Gouvernement auprès des partenaires (bilatéraux, multilatéraux, institutions financières, marchés financiers, etc.) pour financer les actions de développement qui n'ont pu être prises en charge par le budget national.²

1.2- Croissance économique et développement : Quel arbitrage ?

Selon Simon Kuznets (prix Nobel de Sciences Economiques en 1971), la croissance économique d'un pays peut être définie comme une hausse de long terme de sa capacité d'offrir à sa population une gamme sans cesse élargie de biens économiques. Cette capacité croissance est fondée sur le progrès technique et les ajustements institutionnels et idéologiques qu'elle requiert. Plus généralement, la croissance économique est l'accroissement durable du produit global net, en termes réels, d'une économie. C'est donc un phénomène quantitatif que l'on peut mesurer, et un phénomène de longue période. La croissance est appréciée à travers les variations des agrégats de la comptabilité nationale : Le PIB (Produit intérieur brut) et le PNB (Produit national brut).³

Le terme " développement " est très récent.⁴ Ainsi en français, il apparaît à la fin des années 1950. Il est issu de celui de sous-développement et de la prise de conscience de l'écart économique croissant qui sépare le monde développé du tiers monde. Le développement est une notion qui traduit l'aspect structurel et qualitatif de la croissance. C'est donc un phénomène qualitatif, qui de plus, ne peut s'observer que sur une très longue période⁵.

Les premiers théoriciens de développement pensaient que le processus de développement peut s'appliquer à tous les pays et toutes les périodes et la croissance économique allait de paire avec le développement général de la société. Ce dernier est une croissance économique soutenue, accompagnée d'un changement structurel dans le modèle de production

et dans les institutions politiques et économiques, ainsi qu'une amélioration généralisée dans le niveau de vie.

2- Origine, causes et conséquences de l'endettement extérieur de l'Algérie

A la fin des années 1960, l'Algérie a lancé un vaste programme de développement économique, fondé sur le modèle de l'industrie industrialisante établi par l'économiste De Bernis et inspiré du modèle soviétique de la planification centralisée. Le financement de ce vaste programme nécessita des capitaux importants, dépassant le volume de l'épargne intérieure du pays. Ainsi, le gouvernement algérien a eu recours à l'endettement extérieur pour financer ces grands projets.

Cette planification centralisée, était instituée par un important programme de nationalisation des secteurs clés, tels que l'énergie et le secteur bancaire, afin de permettre la circulation des capitaux engagés dans les projets d'investissement.

Durant la période 1967 à 1978⁶, le gouvernement algérien a focalisé ses efforts d'investissement sur les secteurs clés de l'industrie et des hydrocarbures, au détriment de l'agriculture. Ainsi, les efforts du gouvernement étaient beaucoup plus focalisés sur l'industrie et précisément sur les hydrocarbures ; ce qui a conduit à l'endettement extérieur de l'Algérie.

2.1-Causes et conséquences de l'endettement extérieur de l'Algérie

2.1.1- Causes de l'endettement extérieur de l'Algérie

Le début de la crise de l'endettement extérieur algérien se situe fin 1985 et début 1986, il s'agit de la crise pétrolière internationale. L'étude des origines de l'endettement algérien permet d'identifier les facteurs expliquant la crise de la dette extérieure de l'Algérie, il s'agit des facteurs suivants :

2.1.1.1. La course au développement: La stratégie d'industrialisation de l'économie algérienne, a poussé le gouvernement algérien à emprunter sur les marchés monétaires internationaux ; ces emprunts représentaient 109 milliards de DA, pour la période de 1967 à 1987. Les objectifs de l'Etat, à travers sa politique économique, étaient de réaliser l'indépendance économique et politique de l'Algérie vis à vis de l'extérieur et de hausser le niveau de vie de la population en offrant de l'emploi.

2.1.1.2. Le déséquilibre entre les niveaux de l'investissement et de l'épargne :Le niveau des dépenses d'investissement était nettement supérieur au niveau du revenu national.Le maintien du tissu industriel, mettait l'Etat dans l'obligation de recourir à l'emprunt extérieur, pour financer ses importations de matières premières et de pièces de rechange.Ainsi, le déséquilibre entre les niveaux de l'investissement et de l'épargne était essentiellement financé par des sources extérieures.

2.1.1.3. L'inefficacité des politiques économiques et financières de l'Etat :Les déficits répétitifs de la balance algérienne des paiements, ont approfondi le recours de l'Etat vers l'emprunt extérieur.

Ces déficits étaient dus à une économie mono-exportatrice, dépendante des variations des prix de pétrole. Aussi, l'ignorance par les entreprises publiques économiques, des règles de gestion des stocks, des outils modernes de management et des techniques de la finance internationale constituait une source de surcoûts. (Surcoûts liés à l'approvisionnement en matières premières, surcoûts liés à la couverture du risque de change...).

2.1.1.4. La baisse des recettes des hydrocarbures :L'économie algérienne est tributaire des prix des hydrocarbures, comme unique source génératrice de monnaies convertibles. Pendant plusieurs années, l'Algérie profitait des prix soutenus de pétrole qui avaient atteint la barre des 40 dollars le baril en 1973. Les années quatre-vingt étaient moins généreuses, le début de la crise de l'endettement algérien coïncide avec la crise pétrolière internationale de la fin 1985 début 1986. En effet, la chute des prix de pétrole a considérablement réduit les recettes d'exportations des hydrocarbures ; le prix du baril passa de 30 dollars en 1985 à 14 dollars en 1986, le taux de croissance économique chuta de 52 % en 1985 à 0.6 % en 1986.

2.1.1.5. La dépréciation du dollar américain : En 1986, la dette algérienne était libellée pour plus de 80 %, en Yen japonais et en monnaies européennes convertibles ; alors que les recettes en devises étaient perçues à 95 % en dollar américain.Ainsi, toute variation à la baisse du dollar par rapport aux autres monnaies, aurait pour conséquence l'alourdissement du fardeau de la dette. Lorsque le dollar baisse, la dette de l'Algérie augmente. Pendant la période de 1985 à 1988, la dépréciation du dollar par rapport au Yen japonais et aux monnaies européennes convertibles, avait gonflé de 35 % la dette algérienne.

2.1.1.6. La variation des taux d'intérêt sur les marchés internationaux: La disparition des taux d'intérêt fixes, à partir des années quatre-vingt et la généralisation de l'utilisation des taux variables pour augmenter la rentabilité des capitaux, alourdit le fardeau de la dette algérienne. Pour l'Algérie, le taux d'intérêt moyen passa de 6.5 % en 1970 à 14.3 % en 1988.

2.1.2 - Les conséquences de l'endettement extérieur de l'Algérie

Les conséquences de l'endettement extérieur, sur le développement économique et social de l'Algérie sont nombreuses ; ces conséquences peuvent être résumées à travers les points suivants :

2.1.2.1. Les conséquences sur l'investissement : La crise de la dette extérieure algérienne a eu pour première conséquence, le ralentissement du rythme des investissements, engendrant la baisse de la production nationale. Le secteur de l'agriculture est l'un des secteurs les plus touchés, la baisse de l'investissement agricole eu pour conséquence, une plus forte dépendance vis à vis de l'extérieur. La production agricole locale, qui assurait près de 93 % des besoins nationaux en 1969, ne couvrait que 30 % au début des années quatre-vingt.

2.1.2.2. Les conséquences sur la capacité de financement: A cause de la crise pétrolière de 1986, l'Algérie n'était plus en mesure d'honorer ses obligations extérieures ; cela s'est soldé en 1991, par une cessation de paiement du service de la dette et le recours du pays aux institutions de Bretton Woods. Beaucoup d'entreprises publiques, qui assuraient près de 70 % du Produit Intérieur Brut jusqu'en 1985, se trouvaient en situation de faillite par manque de capitaux.

2.1.2.3. Les conséquences sur le développement social: Les conséquences de la crise de l'endettement sur le développement social de l'Algérie, peuvent être résumées à travers les points suivants :

-La crise du logement : la livraison des logements baissa d'une moyenne de 64 000 logements/an entre 1980 et 1990 à 28 000 logements/an entre 1991 et 1992.

-La santé publique : la situation sanitaire de la population se dégradait particulièrement au niveau des couches sociales les plus démunies engendrant ainsi, la réapparition des épidémies telles que la Typhoïde.

-Le chômage : le taux de chômage passa de 8.4 % en 1984 à 27 % en 1995, dépassant ainsi, la barre des 02 millions de chômeurs, dont 70 % avaient moins de 30 ans.

-Le pouvoir d'achat : la baisse du pouvoir d'achat est due à la hausse brutale du taux d'inflation, qui est passé de 8 % en 1984 à 22 % en 1992.

3-Les perspectives de résolution de la crise de l'endettement extérieur de l'Algérie

A cause de ne pouvoir plus faire face à ces échéances de remboursement et accepter les dures fonctionnalités du FMI, Profitant d'une embellie financière exceptionnelle grâce à l'envolée des prix du pétrole l'Algérie ces dernières années a décidé d'effectuer un remboursement- par anticipation de la dette extérieure à fin de pouvoir diminuer le fardeau d'intérêts car entre 1985 et 2005 l'Algérie a payé 34 MDS USD d'intérêts, pourtant le remboursement par anticipation d'un pays du sud suscite toujours un étonnement.

L'Algérie a renforcé, d'une manière soutenue, la stabilité macro-économique ces dernières années, à en juger par la solidité marquée de sa position financière extérieure. En particulier, les très forts remboursements par anticipation de la dette extérieure conjugués à la poursuite de l'accumulation des réserves de change ont fait émerger, en 2006, la position financière extérieure nette comme socle de la stabilité et de la croissance. Ce qui évacue la vulnérabilité de l'économie nationale aux chocs externes.

La poursuite de l'expansion de l'économie mondiale, qui a été plus largement partagée sur le plan international en 2006, et le Niveau élevé des prix du pétrole ont contribué largement au renforcement de la viabilité de la balance des paiements, caractérisée par une ample position financière extérieure nette de L'Algérie.

Mais est ce que c'est une bonne démarche vers un développement durable ?

D'après les officiels algériens, la décision de rembourser une partie de la dette publique par anticipation était justifiée par le fait que cela entraînerait :

- La réduction de la dépense extérieure en intérêts sur la dette.
- L'amélioration de l'appréciation économique extérieure du pays.
- Le renforcement de la sécurité financière.

Les mobilisations de crédits extérieurs à moyen et long terme en 2006 ont enregistré une baisse significative, passant de 1,159 milliards de dollars en 2005 à 650 millions de dollars en 2006 et ce, en raison de la politique de désendettement de l'Algérie. Le service de la dette de l'année 2006 est de 13,314 milliards de dollars, dont 1,779 milliard de dollars

pour le principal, 10,930 milliards de dollars en remboursements par anticipation et 605 millions de dollars pour les intérêts. Les principaux ratios d'endettement extérieur ont connu une nette amélioration en 2006. Le service de la dette par rapport aux exportations de biens et services n'est plus que de 4,16 %, hors remboursements par anticipation, contre 8 % en 2005 et 12,4 % en 2004 et 39,1% en 1999.

L'encours total de la dette extérieure n'est plus que de 5,612 milliards de dollars à fin décembre 2006, dont 5,062 milliards de dollars au titre de la dette à moyen et long terme (d'une durée supérieure à 12 mois). De plus, le montant des mobilisations a notablement baissé en 2006 par rapport à l'année précédente, passant de 1,159 milliard de dollars en 2005 à 650 millions de dollars en 2006.

Après une relative stabilisation de 2001 à 2003, l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme connaît une tendance baissière depuis l'année 2004, reculant à 21 411 millions de dollars à fin 2004 puis à 16 485 millions de dollars à fin 2005 et, enfin, à 5,062 milliards de dollars à fin 2006.

Cette importante baisse de l'encours de la dette extérieure est le résultat de la mise en œuvre rigoureuse de la politique de désendettement extérieur de l'Algérie, à en juger par l'accélération des remboursements anticipés en 2006 au titre de la dette publique.

La dette extérieure à court terme (de durée inférieure à 12 mois), quant à elle, s'établit à 550 millions de dollars à fin 2006 contre 707 millions de dollars à fin 2005. Cette catégorie de dettes a également baissé en 2006 et, ce, en liaison avec le niveau des importations. Sous l'angle de la structure de la dette extérieure à moyen et long terme à fin 2006, les crédits bilatéraux représentent 77 %, dont les crédits commerciaux garantis 40 % et les crédits gouvernementaux 37 %, alors que les crédits multilatéraux ne représentent plus que 8 % à fin 2006 contre 16 % en 2005. Les crédits financiers connaissent une hausse, depuis l'année 2002, et se situent à 736 millions de dollars à fin 2006 (15 % de l'encours de la dette à moyen et long terme). Leur encours était passé de moins de 100 millions de dollars pour 2000 et 2001 à 570 millions de dollars à fin 2005. En terme de mobilisation, les crédits financiers sont montés à 47 % du total des mobilisations en 2006 contre 25 % en 2005 et seulement 12 % en 2004. Une telle évolution est corrélée aux investissements directs étrangers en Algérie.

Suite aux opérations de remboursement par anticipation, l'encours de la dette publique ou garantie par un organisme public ne représente plus que 985 millions de dollars à fin 2006, correspondant à 19,5 % de l'encours de la dette extérieure à moyen et long termes contre 71 % à fin 2005.

Il importe de souligner que le service de la dette à la charge du budget de l'Etat a représenté près de 85 % du service total de la dette, soit 11,304 milliards de dollars sur un total de 13,314 milliards de dollars dont 10,930 milliards de dollars représentant les remboursements par anticipation. Par ailleurs et depuis l'année 2000, la structure de la dette extérieure comprend une nouvelle catégorie de crédits. Il s'agit des crédits extérieurs non garantis par l'Etat ou un organisme public.

L'encours de cette dette privée non garantie, qui était de moins 67 de 20 millions de dollars à fin 2000, a atteint 1,179 milliard de dollars à fin 2006 dont les bénéficiaires sont des entreprises privées détenues par des non-résidents. En particulier, les mobilisations au titre de la dette privée non garantie représentent 67 % du total des mobilisations en 2006 contre 38 % en 2005 et seulement 7 % en 2004.

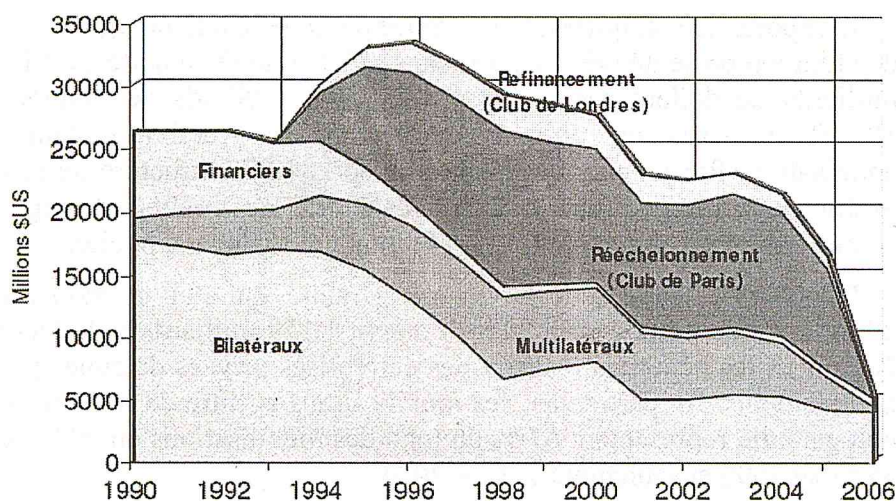
La composition de la dette extérieure à moyen et long terme par devises a enregistré une légère modification en 2006 par rapport à celle de l'année 2005. La part du dollar qui était de 44 % en 2005 est passé à 43 % en 2006, tandis que la part de l'euro est montée à 47 % en 2006 contre 40 % en 2005. La part du Yen, par contre, a poursuivi son trend baissier jusqu'à 5 % en 2006 et ce, contre 11 % en 2004 et 8 % en 2005.

Les DTS et les devises qui lui sont liés disparaissent quasiment dans la structure de la dette extérieure de l'Algérie tandis que les autres monnaies totalisent 5 % à fin 2006. Corrélativement à la dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro durant l'année 2006, le cours euro/dollar passant de 1,2011 au 31 décembre 2005 à 1,3175 au 31 décembre 2006, l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme de l'Algérie exprimée en dollars a subi un effet de change négatif ayant occasionné une augmentation de l'encours de la dette de 235 millions de dollars. L'effet négatif sur le service de la dette extérieure de l'année 2006 est estimé à 420 millions de dollars.

Enfin, la répartition de la dette extérieure à moyen et long terme, par taux d'intérêt, fait émerger celle à taux fixe dont la part est passée de 50,8 % en 2005 à 72 % en 2006. En conséquence, la part à taux variable a

reculé de 49,2 % en 2005 à 28 % en 2006. Le taux fixe moyen annuel de la dette extérieure de l'Algérie est représenté dans la figure suivante :

**ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE A M & L T.
PAR TYPE DE CREDITS**



Source : Rapport d'activité ; Banque d'Algérie.2006.

L'ampleur et l'acuité du poids de l'endettement extérieur ont atteint des niveaux excessifs et insoutenables au début des années 1990. En particulier, le ratio de service de la dette extérieure avait dépassé 100 % au premier trimestre de l'année 1994, année au cours de laquelle l'encours de la dette extérieure avait atteint 70 % du produit intérieur brut. Ce qui a entraîné le recours de l'Algérie au rééchelonnement de sa dette extérieure auprès du Club de Paris et du Club de Londres, dans le cadre du programme d'ajustement avec le FMI.

L'Algérie aura donc réussi à économiser un montant non négligeable de près de deux milliards de dollars au titre des intérêts, des commissions du service de la dette et des autres charges financières assortissant les prêts contractés.⁷

4- L'Algérie face à la crise financière mondiale : Entre optimisme et prudence

De la crise des subprimes à la lutte contre la pauvreté, en passant par la morosité économique, 2008 était une année en rouge. Faillites bancaires, des milliards de dollars envolés, une croissance mondiale en

berne, des gouvernements impuissants, une famine galopante. Le capitalisme financier est en crise. Les politiques se réunissent sans esquisser des pistes de sortie d'une crise qui frappe par sa rapidité et son enchaînement : la crise immobilière américaine s'est transformée en crise financière et bancaire, elle-même entraînant une crise économique mondiale avec des risques de récession aux Etats-Unis, en Europe et partout ailleurs. Signe que la crise est sérieuse, pratiquement, tous les pays sont dans une situation de décroissance.

Les revenus énergétiques de l'Algérie pourraient donc être moins flatteurs en 2009 qu'en 2008 à cause d'un prix moyen annuel du baril qui ne rééditera pas sa performance de 2008 (sans doute supérieur à 85 dollars). Il faudra apprendre à s'ajuster à une demande énergétique mondiale qui a accéléré son virage de la diversification des sources énergétiques. La chute spectaculaire des ventes de SUV (véhicules tout-terrain gourmands en carburant) aux Etats-Unis est un signal fort. Le pétrole restera cependant cher dans la moyenne durée. Car c'est de sa rareté relative qu'il est désormais question. Il y aura, pour l'Algérie, plus de souci à se faire sans doute sur le front de l'inflation importée et sur celui de la disponibilité des IDE dans le contexte de crise qui s'installe.

La crise financière internationale, combinée au renchérissement de l'énergie porte en elle des pressions sur les coûts de production dans le monde entier. La facture des importations algériennes s'en ressent déjà par son chapitre alimentaire : probablement 8 milliards de dollars en 2008.

4.1-Rétrospective

Il y a un deux ans, lorsque démarrait la crise des subprimes aux Etats-Unis et que Wall street connaissait son premier mardi noir, deux grandes questions travaillaient les spécialistes : la crise financière s'étalera-t-elle dans le temps? Touchera-t-elle l'économie réelle? En septembre 2008, les réponses paraissent plus évidentes. Deux fois oui. L'effet boule de neige des impayés du crédit hypothécaire américain a continué durant toute l'année de frapper des institutions et acteurs financiers en remontant la filière de «l'exposé visible» vers «l'exposé caché».

L'Amérique est entrée en quasi-récession au troisième trimestre de l'année et dans son sillage l'activité s'est contractée dans l'OCDE. La crise financière vire au marasme économique. Le dernier épisode

des faillites new-yorkaises – la banque Lehman Brothers en particulier – a provoqué le 15 septembre 2008 une décote boursière mondiale comparable à celle qui a succédé aux attentats du 11 septembre 2001.

Une majorité d'investisseurs institutionnels a perdu beaucoup d'argent. Le montant de 800 milliards de dollars proposé au début de l'été demande une mise à jour. Les Hedges funds – les fonds spéculatifs au cœur de la dissémination des nouveaux produits financiers dérivés du crédit – n'ont pas pu se débarrasser de tous leurs titres à risques. Ils sont, pour une grande partie, durablement fragilisés.

La bulle financière des années 2000 a perdu son souffleur attitré. Elle retombe. En fait, elle n'en finit plus de retomber. L'onde de choc des faillites a atteint cette semaine la sphère des assureurs, celle qui porte tout le système. Les autorités financières américaines ont été obligées de voler au secours de AIG, numéro un mondial de l'assurance en l'aidant à se recapitaliser à hauteur de 20 milliards de dollars. Le scénario d'une crise financière violente mais courte dans le temps, souhaité par certains analystes, a été «gelé» par l'intervention «humaine».

La Fed, la banque centrale américaine, a choisit dès le début d'éviter une grande casse. En baissant à trois reprises entre septembre et décembre 2007, son taux directeur, jugé déjà assez bas, elle a facilité le refinancement du crédit. Et adoucit la convulsion des marchés. Pour la différer dans le temps. La crise, le gourou de la spéculation financière Georges Soros l'assure, ne conduira pas à l'effondrement du système financier, car à la différence de 1929, «les autorités ont conscience qu'il faut lui venir en aide».

Les dernières mesures prises par la FED marquent «un tournant doctrinaire» : les interdictions pleuvent. Les opérations qui ont permis au marché d'enfler en soutenant constamment les transactions ne sont plus possibles. Exemple: la vente d'actions et d'autres titres à découvert. C'est-à-dire sans garantie de paiement par l'acheteur. Wall Street en premier, ensuite l'ensemble des places financières mondiales ont célébré démesurément ce «holà» à la «valorisation» de toute sorte de «titres» et à leur «libre circulation». Les pertes boursières de la semaine noire de Lehmann Brothers ont été effacées en une seule séance. Euphorie justifiée ? «Les acteurs attendaient des mesures qui sécurisent leurs actifs et isolent les mauvais produits.»⁸

4.2-Comportement de l'économie algérienne face à la crise financière mondiale

Même si l'Algérie est déconnectée de la crise financière, elle risque d'être affectée par le ralentissement économique mondial au travers de la baisse du prix du baril de pétrole. Les réserves accumulées et des mesures de contrôle des dépenses et des importations devraient lui permettre de tenir le choc, à condition que celui-ci soit temporaire. La question de la nécessaire diversification de l'économie reste posée. La définition précise d'une stratégie industrielle et des actions à mettre en place à moyen terme sont toujours attendues.⁹

Mais qu'en est-il des pays en développement et articulièrement de l'Algérie? Subiront nous les conséquences ou sommes nous à l'abri? Tout au début, il s'agissait d'abord d'un problème de rééchelonnement de la dette qui a été conditionné d'une déclaration d'intention. Cette dernière est toujours rédigée par le FMI et la BM, rédaction dont la trame est dégagée par le fameux consensus de Washington. Que doit contenir cette déclaration?

La décision de libéraliser le commerce extérieur, le retrait progressif de l'Etat de l'exercice de l'économie après ajustement structurel des entreprises sous le prétexte de leur conférer des profils rentables, la réduction des dépenses publiques (santé enseignement, soutien des prix des produits...etc.), la libéralisation du marché financier et un programme de privatisation étendu de l'économie.¹⁰

Nous pouvons présenter le comportement de l'économie algérienne face à la crise financière mondiale en cinq points, à savoir :

4.2.1. Rappel des évidences face à la crise

L'analyse repose sur le fait que les banques algériennes n'ont pas de rapports avec les marchés financiers mondiaux en raison de leur spécialisation dans la banque de détail. Mieux, au 31/12/2008, sur les 210 milliards de crédits aux particuliers, deux tiers, soit 140 milliards de DA, sont des prêts à l'immobilier, ne représentant que 8 à 10% des portefeuilles des banques. Or, c'est une évidence de rappeler que la spécialisation des banques algériennes dans la banque de détail et non dans des segments spéculatifs qui touchent actuellement bon nombre de banques internationales, le dinar n'étant pas convertible, les dépôts des particuliers au niveau des banques primaires ne risquant presque rien

bien entendu en termes nominaux, et non en termes réels, en cas d'inflation qui amenuiserait leur valeur.

D'ailleurs, c'est plutôt une tare, car n'existant pas de banques de détail au sens international mais des guichets administratifs, la réforme bancaire accusant un retard considérable, aspect mis en relief par le rapport 2008 du World Economic Forum qui classe l'Algérie pour la sécurité bancaire 134^{ème} sur 134 pays, le dernier. Comme c'est une évidence de rappeler que le remboursement de la dette extérieure, dont le principal est d'environ 4,9 milliards de dollars fin 2008, permet d'éviter des prêts hasardeux à court terme des taux d'intérêts élevés en raison de la restriction des crédits au niveau mondial.

Et, comme précisé précédemment, comment peut-on parler de crise du système bancaire en Algérie dont le public contrôle plus de 90% des crédits (le secteur privé national et international étant marginal ne dépassant pas 10%), et que 40% de la masse monétaire en circulation est contrôlée par la sphère informelle, produit de la bureaucratie, fonctionnant dans un espace social de non droit. Comme il n'existe pas de bourse avec une hérésie économique, mais une bourse étatique, où des entreprises publiques souvent déficitaires (plus de 40 milliards de dollars d'assainissement entre 1991/2008, avec des recapitalisations répétées des banques) achètent des entreprises déficitaires grâce à l'argent du Trésor public.

4.2.2- Une analyse superficielle de la crise de l'économie mondiale

Entre janvier et début décembre 2008, les plus grandes places financières ont perdu presque la moitié de leur capitalisation, soit environ 35.000 milliards de dollars, soit plus de deux fois le produit intérieur brut américain, touchant tous les pays, ces dysfonctionnements ayant été concrétisés à travers la crise des prêts hypothécaires (subprimes...) en août 2007, crise qui s'est propagée à l'ensemble des bourses mondiales, phénomène qui n'explique pas toute l'ampleur de la crise, évitons de confondre essence et apparence de la crise.

La crise financière s'avère profonde et n'en est qu'à ses débuts, et les premières conséquences économiques et sociales ne cessent de se faire sentir. Le taux de chômage au niveau mondial connaît une progression dangereuse. Alors que la zone OCDE affichait, en 2007, son plus faible taux de chômage depuis 1980 (5,6%), le marché du travail s'est brutalement retourné.¹¹

4.2.3- Compter sur une politique Keynésienne de court terme

La pratique des affaires et toutes les politiques gouvernementales depuis la crise de 1929 à ce jour ont combiné une politique monétaire active avec une politique de déficit budgétaire ciblée en premier lieu les USA. Rappelons que, depuis la non convertibilité du dollar par rapport à l'Or en 1971, la dette de l'Etat fédéral est passée de 424 milliards en 1971 à plus de 10.000 milliards de dollars en 2007/2008. D'ailleurs, c'est cette émission sans frein de dollars combinée avec la baisse de la salarisation au sein du PIB (pouvoir d'achat), cette financiarisation accrue de l'économie en déconnection avec la sphère réelle, alors que le fondement du capitalisme repose sur l'entreprise créatrice de richesses, qui a permis aux opérateurs sur les marchés financiers d'acheter à crédit tout en n'étant pas solvable.

La crise étant très profonde donc structurelle, l'économie politique traversant elle-même une crise, ce qui donne de l'actualité à la théorie d'un des plus grands théoriciens du capitalisme à savoir Karl Marx, qui n'a pas écrit le socialisme mais le Capital et au grand économiste Schumpeter sur les cycles, le renouveau de l'économie politique doit donc combiner des actions structurelles en profondeur et des actions conjoncturelles dont la théorie keynésienne valable que pour le court terme.

La réunion du G20 le 15 novembre 2008, à Washington, et le 02 avril 2009, à Londres, ont pris conscience de l'ampleur de la crise, (le président Barak Obama prévoit jusqu'en 2018/2019) différente des années passées en raison de l'interdépendance accrue des économies avec cinq objectifs à moyen et long terme : **premièrement** de dégager une réponse commune à la crise financière; **deuxièmement** ouvrir les pistes d'une réforme en profondeur du système financier international; **troisièmement** prendre de nouvelles initiatives pour parer à d'éventuelles faillites bancaires et imposer aux banques de nouvelles normes comptables; **quatrièmement** des règles plus strictes sur les agences de notation, la titrisation et les parachutes dorés; enfin **cinquièmement** accroître les dépenses publiques à travers des déficits budgétaires coordonnés, mais au profit des économies d'énergies pour le BTPH et des technologies propres pour le secteur automobile, remettant d'ailleurs en cause le pacte de stabilité européen (3% du PIB et dépenses publiques sur /PIB moins de 60%) en précisant que l'Europe le 20 novembre 2008 a convenu de dégager 200 milliards d'euros soit 1,5% du PIB de chaque Etat, alors que les USA prévoient des dépenses

publiques qui s'ajoutent aux 700 milliards de dollars d'environ 800 milliards de dollars.

Les résolutions du G20 notent qu'il s'agit de repenser tout le système financier mondial issu de Breeton Woods de 1945 en donnant un rôle accru au FMI comme garant de la régulation mondiale et éviter cette suprématie du dollar, encore qu'il existe des divergences entre les USA d'une part, d'autre part, l'Europe et les pays émergents, qui ne devra plus se limiter seulement aux équilibres macroéconomiques (déséquilibre des balances des paiements), tout en élargissant la représentation aux pays émergents au sein de cette institution et celle de la Banque mondiale, mais le renforcement du système de régulation ne saurait signifier protectionnisme, et que ces dépenses publiques sont destinées en majorité aux entreprises privées (politique keynésienne ciblée) d'où des réunions prochaines avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Mais, l'ensemble des experts s'accordent à dire que les effets ne pourront avoir des effets positifs que si l'on s'attaque au blocage d'ordre structurel dans un cadre cordonné, le danger étant que des visions électoralistes peuvent privilégier le court terme. Pour le cas Algérie, force est de reconnaître qu'il n'existe pas de corrélation entre le taux de croissance réel et les importantes dépenses monétaires publiques qui atteindront entre 2004/2009 plus de 200 milliards de dollars US, le taux de croissance n'ayant été que de 1,8% en 2006, moins de 3% en 2007/2008 et pour 2009, prévisions qui viennent d'être revues à la baisse le 15 novembre 2008 par le FMI à moins de 2,5% ce qui montre que le blocage est d'ordre structurel (inélasticité des facteurs de production) et limite les effets des dépenses publiques et de la relance par la consommation finale qui accroît paradoxalement les importations, car au sein des dépenses globales les dépenses publiques représentent entre 85/90% des dépenses tirées essentiellement par les hydrocarbures.

En effet, à partir de la méthode de calcul de la triangularisation du fameux tableau d'échange interindustriel, technique connue des économistes, l'on peut aisément démontrer que sur les 130 milliards de dollars du produit intérieur brut algérien en 2007, moins de 30 milliards de dollars relèvent de la création de la richesse interne, 100 milliards de dollars étant tirés directement ou indirectement par les hydrocarbures.

4.2.4- Une économie fondée sur un modèle de consommation énergétique de type linéaire

De plus en plus d'analystes en énergie mettent récemment en relief, que le monde est entré dans la décroissance de la consommation d'énergie et donc, que postuler un modèle de consommation énergétique linéaire est erroné dans la mesure où, à l'horizon 2020, le monde devrait voir s'équilibrer sa demande tenant compte du nouveau défi écologique dont la généralisation du transport électrique. Et ce, d'autant plus que les aides (Europe/USA) aux constructeurs d'automobiles, du bâtiment sont liées à l'exigence de nouveaux modèles de voitures (électriques), pour le premier cas et à des normes de constructions différentes des précédentes, l'objectif stratégique étant d'importantes économies d'énergie, nouvelles technologies qui se généraliseront forcément en Asie.¹²

4.2.5- La persistance de l'analyse statique

Il ne faut pas analyser sous l'angle financier à court terme, mais sous l'angle macro-économique et macro-social au sein d'une économie ouverte totalement extériorisée, donc en dynamique, la maîtrise du temps étant le principal défi des économies modernes au 21^{ème} siècle de la crise financière actuelle sur l'économie algérienne.

D'une manière générale, l'objectif stratégique n'est pas de rappeler des évidences connues, mais de dépasser le statut quo actuel par un véritable développement s'adaptant aux mutations mondiales afin de combattre efficacement le chômage et la pauvreté par une croissance durable. Car, c'est une erreur d'approche de prendre les réserves de change et les diviser par les importations.

C'est une vision fautive en politique économique, ignorant les interactions des différentes variables et paramètres de l'économie nationale en mouvement, qui doivent tenir compte tant des mutations internes que des mutations mondiales, étant une analyse passive étant attentive uniquement au relèvement miracle du cours du pétrole et du dollar. Face à cette situation, le plan de développement de Sonatrach prévoit un montant de plus de 63 milliards de dollars entre 2009/2013, montant auquel il conviendra d'ajouter les 15 milliards de dollars pour Sonelgaz, soit au total 78 milliards de dollars donc un montant annuel approchant 20 milliards de dollars, le tout reposant sur l'autofinancement comme le prévoit les nouvelles directives gouvernementales.

En effet, le chiffre d'affaires à l'exportation (gaz et pétrole, bilan officiel) pour 2008 a été d'environ de 77 milliards de dollars (pour un

cours du baril moyen de 110 dollars), en précisant que le manque à gagner 2009, du fait de la réduction du quota OPEP par l'Algérie, sera d'environ de 5 milliards de dollars US.

En matière de fiscalité, pour l'année 2007 Sonatrach a versé 2.700 milliards de dinars et pour l'année 2008 3.700 milliards de dinars, soit au cours de 2008 (moyenne 63 dinars un dollar, le taux de change jouant au yoyo après avoir été de 103 dinars un euro fin décembre 2008, depuis le 20 janvier 2009 à environ 93 dinars et le dollar, dont sont libellés les exportations d'hydrocarbures, son appréciation permettant de gonfler artificiellement le fonds de régulation et la fiscalité pétrolière, dont la cotation était 63 dinars, puis 78 fin décembre 2008 et depuis le 20 janvier 2009 à 71 dollars), plus de 58 milliards de dollars donc un autofinancement qui approche les 20 milliards de dollar.¹³

Si la crise persiste il existe deux solutions pour laisser un minimum de réserves de change et éviter le rééchelonnement de 1994 (cessation de paiement) qui a été dramatique pour la population algérienne et qui serait plus dramatique fin 2011, début 2012, la crise actuelle étant structurelle et non conjoncturelle pouvant durer au-delà de 2014, la réforme globale qu'il faut impérativement relancer loin des politiques actuelles volontaristes devant se fonder sur des relations contractuelles, étant en panne, ne devant pas s'attendre à des miracles d'une production et exportations hors hydrocarbures avant 5 années minimum :

Premièrement diminuer la part de l'autofinancement de Sonatrach mais ce qui reviendrait à freiner les recettes futures et à perdre des parts de marché; **Deuxièmement** exporter plus de gaz si l'on veut éviter de puiser massivement dans les réserves de change car non limité par le quota OPEP. Mais en précisant, la contrainte des réserves algériennes (environ 3% des réserves mondiales) et que selon les prévisions du Ministère de l'énergie, les exportations pourraient représenter 85 milliards de mètres cubes gazeux (2012) mais la consommation intérieure de gaz pourrait aller à plus de 63 milliards de mètres cubes gazeux (2016/2017), une production totale annuelle de 148 milliards de mètres cubes gazeux ce qui nécessitera d'importants investissements.

Les spécialistes de l'énergie estiment, que sur les réserves algériennes (2,5% des réserves mondiales, contre plus de 60% pour la Russie, l'Iran, le Qatar) initiales prouvées, environ 4600 milliards de mètres cubes, 80% d'entre elles sont récupérables alors que 15% ont déjà été exploitées, environ 1000 milliards de mètres cubes supplémentaires étant

considérés comme réserves probables ce qui donnerait une durée de vie moyenne pour 5000 milliards de mètres cubes gazeux entre 30/35 ans pour le gaz contre moins de 30 années pour le pétrole.

Par ailleurs il faut être attentif à l'évolution du cours du dollar qui représente toujours environ 60% des transactions mondiales, avec l'importance des dépenses publiques et le primat au marché intérieur (retour au protectionnisme profitable à court termes certes aux USA, mais préjudiciable à moyen et moyen terme à l'expansion de l'économie mondiale pouvant paradoxalement accélérer la crise), certains instituts stratégiques mondiaux prévoient sa dépréciation courant 2009/2010.

Car l'appréciation durant les derniers mois par rapport au cours de l'euro a été due au fait, et cela s'est passé en 1929, aux rapatriements des capitaux américains et non par l'attrait du taux d'intérêt de la FED allant vers zéro à l'instar des autres banques centrales européennes qui d'ailleurs réduit pour l'avenir sa marge de manœuvre sur le plan de la politique monétaire.

Aussi, encas d'un fléchissement à la fois du cours du pétrole (le prix du gaz étant indexé sur le cours du pétrole mais à un prix 50% environ inférieur pour le même volume, remettant en cause la rentabilité de investissements gaziers très capitalistiques et dont la marge bénéficiaire est réduite par rapport au pétrole) et du dérapage du dollar, l'effet baisse serait double avec un impact négatif sur la partie importation et les réserves de change libellés en dollars dont les bons de trésor américain placés à l'étranger.

En résumé, il existe un lien dialectique entre crise financière, crise économique, crise sociale et crise politique. Cela éviterait d'ailleurs les cacophonies et des déclarations irresponsables comme ces bilans pompeux contraires à la réalité la fois d'investissements confondant les dépôts de dossiers avec les réalisations, avec un écart de plus de 80% et que le taux de chômage baisserait pour aller fin 2009 moins de 10%. D'où l'importance à l'avenir de la maîtrise de l'information qui s'est totalement effrité, d'une cohérence dans la démarche de la politique globale n'étant depuis 1986 ni dans une économie administrée, ni dans une véritable économie de marché, cette interminable transition, d'où les difficultés de régulation politique, sociale et économique.

Aussi, un changement de politique socio-économique s'impose, supposant une profonde mutation systémique et donc l'approfondissement de la réforme globale avec un rôle important pour

l'Etat régulateur dans le cadre d'un Etat de droit, une meilleure gestion et une révision des choix budgétaires

Conclusion

Les accords de négociation entre les instances financières internationales et l'Algérie dans le cadre de gestion de la dette extérieure algérienne, passent par le respect des autorités algériennes, des paramètres de la politique économique fixé par le FMI et la Banque Mondiale. Les accords de confirmation ont permis à l'Algérie d'atteindre des résultats macro-économiques positifs, ainsi que la réouverture du marché financier international. Le rééchelonnement de la dette extérieure a permis à l'Algérie un apport en argent frais sous forme d'un crédit financier de soutien à la balance des paiements.

Les conditions d'endettement se sont nettement améliorées après les différentes opérations de rééchelonnement en termes de condition financière et de durée de remboursement. En conclusion La dette n'est nullement symptomatique d'un dysfonctionnement économique. La dette n'est pas non plus synonyme d'une dépendance politique. la vérité économique implique que le remboursement anticipé n'est envisageable que si la rémunération de l'emploi (qui est fait de la dette) est inférieur au coût de la ressource (coût d'emprunt).

Comment peut-on apprécier la qualité d'un agent économique qui sur une période de vingt ans (c'est très peu pour un Etat) emprunte au-delà de ses capacités, ne produit pas, procède au rééchelonnement de sa dette et la dévaluation de sa monnaie et rembourse par anticipation sans qu'il n'y soit obligé

La solution d'anticiper le remboursement de la dette n'est pas un projet c'est certainement le choix le plus simple à faire en l'absence d'une politique de développement à long terme. La stratégie de l'Etat n'existe pas mais il existe des stratégies de pouvoirs. La prise de décision signifie qu'on n'improvise pas. On gère, ce qui veut dire prévoir tous les scénarios, évaluer les avantages et inconvénients de chacun d'eux et réaliser le meilleur résultat au moindre coût, et ce, de manière froide, impersonnelle et sans état d'âme, et ce, sur la base de toutes les variables qu'il y a lieu de recenser avant de décider. Au-delà du processus de remboursement anticipé de la dette, et de ce que ces remboursements vont faire gagner à l'Algérie en terme économique, le pays devrait utiliser autrement cette manne exceptionnelle et gérer au mieux ces revenus inhabituels, afin de réaliser un développement économique.

La croissance économique dont l'essentiel est logé dans l'activité hydrocarbure est due principalement aux conséquences des prix mais non pas par le volume de l'activité. Cette croissance n'a pas été accompagnée, comme attendu dans les projections, par de la création d'emplois, en raison de sa nature réalisée dans les secteurs à forte concentration capitaliste et sans besoin important de force de travail.

Les équilibres macroéconomiques rétablis, l'économie s'est avérée à l'arrêt, l'emploi s'est rétracté, le chômage, la pauvreté et les fléaux ont gagné du terrain et menacent une grande partie de la population. La croissance retrouvée grâce à une conjoncture commerciale internationale favorable, les disponibilités financières du pays se sont améliorées, mais des principaux problèmes de développement demeurent : chômage, stagnation industrielle, vulnérabilité des exportations, incertitude des recettes et donc des prévisions budgétaires. De l'expérience de développement de l'Algérie, il apparaît que les problématiques y afférentes peuvent être différentes selon les conjonctures historiques. Toutefois, il en ressort que leur noyau dur reste le même. Ainsi, la question centrale de la problématique du développement est dans la nécessité de transformer la croissance en développement, d'une part et tenir compte des contraintes et des opportunités de l'insertion économique algérienne dans la mondialisation, d'autre part.

L'Algérie a acquis près d'un demi siècle d'expérience de développement, ce qui du point de vue de l'évolution historique, ne constitue pas en soi une longue période. Néanmoins, eu égard aux situations et bouleversements économiques, sociaux, politiques...qu'elle renferme en son sein et qui continuent à se produire sur la scène nationale, cette expérience apparaît suffisamment complexe pour constituer matière à diagnostic et analyse.¹⁴

¹ Blejer.M.I and Ke-young Chu, « Fiscal policies, stabilization and growth in developing countries », IMF, Washington, 1992.p.5.

² On peut regrouper les différentes interprétations en deux conceptions. Les conceptions anciennes et celles nouvelles:

1. Les anciennes conceptions :

1.1. La conception keynésienne de l'endettement :

Pour les keynésiens, l'endettement en général n'entraîne pas de coût pour les générations présentes et futures du fait des investissements nouveaux qu'il génère. Dans le modèle keynésien de l'endettement de l'Etat, la démarche globale et les effets

multiplicateur et accélérateur sont des caractéristiques fondamentales de leur théorie. Dans cette approche, l'endettement favorisant la relance de la demande globale entraîne par l'effet accélérateur une augmentation plus que proportionnelle de l'investissement, qui provoque à son tour une hausse de la production. Le déficit budgétaire, qui conduit par ses flux successifs à augmenter le stock de la dette produit l'expansion du cycle économique par la demande et l'investissement autonome.

Le déficit auquel correspond l'emprunt stimule la demande et permet d'alléger le coût de son remboursement. Cet argument reste plausible tant que le sous-emploi des ressources productives existent, selon la thèse keynésienne²

1.1.1. La conception classique de l'endettement :

Au contraire d'un endettement public qui favorise l'accumulation du capital et la consommation des générations futures ou présentes, les classiques assimilent l'endettement à l'impôt futur et imputent à l'Etat une connotation négative. Selon Ricardo (1817)², les citoyens voient dans l'emprunt un impôt différé dans le temps et se comportent comme s'ils sont contraints de payer un impôt ultérieurement pour rembourser cet emprunt quelque soit le décalage intergénérationnel. Toutefois, une réserve peut être introduite selon la nature ou la qualité des dépenses (dépenses de transfert ou d'investissement) financées par l'emprunt.

1.1.2. La conception de l'école des anticipations rationnelles face à l'endettement:

Il faut donc remarquer que Barro expose sa théorie grâce à un outil appelé fonctions d'utilités inter temporelles à générations imbriquées, appelé principe d'équivalence Ricardienne. La paternité revient à Ricardo mais le principe est attribué à Barro (1974)². Il approfondit la thèse de Ricardo en combinant les thèmes d'évictions et d'anticipations rationnelles. Selon lui, si le gouvernement finance un accroissement de dépenses publiques en ayant recours à l'emprunt (cher aux keynésiens), ou s'il abaisse les impôts en laissant la dépense publique et la masse monétaire inchangées, le public va anticiper les hausses d'impôts qui seront nécessaires ultérieurement pour payer les intérêts de la dette accrue et pour rembourser le principal. Il en résultera que cette politique suivie par le gouvernement n'aura aucun effet stimulant sur l'économie, quelles que soient les modalités de financement des déficits ; les effets à long terme sont équivalents. Cette proposition générale signifie donc la neutralité de la dette publique à long terme (multiplicateur fiscal et budgétaire tendant vers zéro).

2. Les récentes conceptions :

2.1. Les approches alternatives à la théorie keynésienne face à l'endettement :

La théorie keynésienne justifie la nécessité de l'endettement public pour la relance économique alors que ces approches explorent le champ des stratégies électorales, les gouvernements de coalition et les gouvernements unitaires etc. Pour Alesina et Tabellini (1989), s'il existe dans un pays où on a deux partis qui sont potentiellement en position d'accéder fréquemment au pouvoir. Ces partis ont des préférences différentes quant à la nature des dépenses publiques. D'où l'idée de stratégie électorale à travers la dette. D'autres auteurs ont également élaborer les modèles sur les stratégies électorales et les cycles politiques et l'endettement public (Persson, Svenson [1989] ; Aghion et Bolton [1990] ; Milesi-Ferret [1995]). Alesina et Drazen (1991) explique l'endettement public par le report des réformes fiscales nécessaires à l'ajustement budgétaire dans un contexte de deux ou plusieurs partis d'un gouvernement au pouvoir où gouvernement de

coalition, ne s'entendent pas sur la répartition de la charge de l'impôt pouvant compenser les déficits.²

2.2. L'approche de la nouvelle théorie de la détermination du niveau général des prix face à l'endettement public:

Les partisans du courant de la FTPL "fiscal théorie of price level" (Leeper [1991] et Woodford [1995])², pensent que le déficit budgétaire et l'endettement non anticipé qui lui est associé entraîneraient une hausse du niveau général des prix. Il ne s'agit ni plus ni moins que d'une théorie quantitative de la dette.

Source:

² -Susan George, jusqu'au cou enquête sur la dette du tiers monde, traduit de l'anglais par Pierre Saint-Jean et William Desmond, éditions la découverte, Paris, 1988dem. P.66.

² -Dembinski Pawel, L'endettement international, Edition Que sais-je, PUF, 1989,p.38

² Weisskopf, Thomas E, The Impact of Foreign Capital Inflow on Domestic Saving in Uderdeveloped Contries, Published in Journal of International Economics ,February 1972.p.14.

² Harazi Bharat R, Foreign aid, Conspicuous Consumption and Doestic Savings, Some theoretical Observations, Published in The Journal of Development Studies, vol 12, N°2January 1976

² -Harberger.A. Economic policy and economic growth,ICEG .NEW YORK ,1989,p.69.

³ - Arrous Jean, Les théories de la croissance, Paris, éditions du seuil, 1999,p.19.

⁴ Evolution de la pensée économique du développement

• **Les pionniers du développement (1945 - début des années 60) :** Dans le contexte d'après guerre marqué par la décolonisation en Asie et en Afrique, du développement des institutions de Bretton Woods et durant la guerre froide la lutte contre la pauvreté était vue comme un moyen de garder ces pays dans le camp occidental, l'économie du développement s'élabore. Les principaux travaux s'attachent à montrer les spécificités structurelles des pays en développement: les cercles vicieux de la pauvreté (Nurkse, John Kenneth Galbraith), le dualisme (Lewis 1955), la croissance équilibrée (Rosenstein-Rodan, Nurkse), la croissance déséquilibrée (Hirschmann), les étapes de la croissance économique (Rostow). A cette période, le développement était synonyme de croissance du revenu national. Le manque de capitaux étant le principal obstacle au développement, les politiques de développement s'orientaient vers une aide publique au développement inspirée du plan Marshall. Les politiques de développement prônées dans cette période d'après guerre s'évertuaient à lancer l'industrialisation des PED sur l'exemple de l'industrialisation des pays avancés. Le modèle de Harrod-Doma mettait en lumière le besoin de capitaux des PED. Le taux de croissance dépendait du taux d'épargne; le niveau bas de ce dernier dans les PED devait être compensé par l'aide étrangère. Rosenstein-Rodan allait dans le même sens. Du fait de l'indivisibilité de certains investissements, une grande poussée (big push) était nécessaire.

-La phase de radicalisation (début des années 60 – fin des années 70)

L'économie du développement s'est radicalisée au cours des années 60. Le sous-développement est alors vu comme la résultante principalement de causes xterns.

Plusieurs théories vont dans ce sens : théorie de la dépendance, théorie de l'échange inégal, analyse centre-périphérie.

-La période de la gestion de la crise (fin des années 70 - 1995)

Les rapports économiques entre le centre et la périphérie sont marqués par le paradigme de la dépendance. L'économie monde est un système entretenu par les conséquences de ces rapports. Le sous-développement est la perpétuation de l'état néocolonial, dans lequel les anciennes colonies ont été entraînées à l'indépendance, mais dont les économies restent fortement dépendantes des économies développées. La gestion de la crise est concédée aux institutions de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale) à travers les plans d'ajustement structurel. L'objectif est de faire adhérer les pays du Sud à la dérégulation, au libéralisme économique et à l'ouverture des marchés.

Source : Charles.o. et Wignararaja.G. L'évolution de la pensée sur le développement depuis 1945 OCDE ,1991,pp.1/25.

⁵ Debrag R. ,Development economics,New jersey,Princeton Universit Press,1998,p.16.

⁶ M. Malek, Endettement extérieur de l'Algérie : analyses et perspectives, memoire de magister, ESC d'Alger, 2001. P : 13.

⁷ L'Algérie, qui s'était résigné, dans les années 90, à passer sous les fourches caudines du FMI, veut montrer qu'elle va beaucoup mieux. En justifiant la décision de rembourser une partie de la dette publique par anticipation par le fait que cela entrainerait la réduction de la dépense extérieure en intérêts sur la dette, l'amélioration de l'appréciation économique extérieure du pays et le renforcement de la sécurité financière. Qu'en est-il réellement ? Le paiement anticipé de la dette extérieure ne peut obéir, dans les circonstances actuelles de l'Algérie, qu'à un calcul de couts bénéfiques très marginal. Le paiement anticipé concerne la dette et les intérêts exigibles sur la période 2006-2011, date à laquelle la dette serait totalement payée, selon la planification initiale de 1994. Donc payer pour une valeur de 8 milliards de dollars de cette dette en 2006 ou la laisser étalée sur les cinq années restantes ne peut présenter un enjeu majeur, car cette somme représente moins de 5% du niveau des réserves de changes anticipé en 2011 ou une variation des recettes sur une année correspondant à 10 dollars d'augmentation des prix. L'autre volet qu'il faudra soulever concernant la façon dont on a payé les dettes dans la mesure où les modalités de paiements et les pénalités n'ont pas été dévoilées.

D'après les autorités monétaires compétentes, le paiement de la dette par anticipation permet à l'Algérie de faire de grandes économies en matière de paiement d'intérêts et des charges financières.

Selon le ministre des finances, l'Algérie a remboursé 2006, l'équivalent de 12 milliards de \$ envers les dix-sept pays du club de Paris pour les dettes publiques et envers le club de Londres pour les dettes privées (estimées à 1milliard de \$ pour ce dernier). Cela rentre, rajoute-il dans le cadre d'une détermination politique du gouvernement d'aller vers cet objectif. 12 milliards de \$, une somme colossale, qui n'est possible de rembourser en ce peu de temps que grâce à la manne financière et la conjoncture pétrolière particulièrement favorable à l'économie nationale, qui fait de l'Algérie un pays africain riche et qui classe l'économie nationale en deuxième position après l'Afrique du sud et avant l'Egypte en matière de revenu national annuel, avec 102,2 milliards de \$, soit 3 150 \$ par habitant.

Cette richesse conjoncturelle est le produit conjugué de l'accroissement de la production des hydrocarbures qui a atteint les 46 102 tep en hausse de 1,4% par rapport au premier trimestre de 2005. Puisque la production du pétrole brut a atteint la hauteur de 15 697 millions de tonnes au premier trimestre de 2006, avec une augmentation de 5,5% par rapport à la même période de l'année dernière (14 872 de tonnes en 2005), et une production gazière estimée à 38 670 milliards de mètres cubes au premier trimestre de 2006, en progression de 2,4% par rapport à la même période de l'année dernière (37 753 milliards mètres cubes). Mais aussi, cette richesse est le résultat de l'augmentation du prix du baril de pétrole, un prix jamais atteint auparavant qui a dépassé en mois d'août les 78 \$ pour le baril de pétrole brut. Dans cette conjoncture exceptionnelle qui est particulièrement favorable à l'Algérie, la question qui se pose : l'économie algérienne a bien profitée de cette flambée du prix du pétrole ? Au-delà de ce que l'Algérie va gagner du remboursement de ses dettes, il n'y aurait pas eu une autre stratégie économique à adopter ?

Sources:

-CNES, « Projet d'avis relatif à l'avant projet de stratégie nationale de développement économique et social à moyen terme », Alger, Mai 1997.

-CNES, Rapport sur la conjoncture du second semestre 1996, Alger, Mai 1996.

-Folkerts – Landraw.D ans Lane.T.D, « Building sound growth nin emerging market economies, Case of Algeria », IMF Staff Country Reports, IMF.SCR99/10, Washington, 1999.

-IMF, Acting secretary, Algeria Staff Report for the first revieux under the stand-by arrangement, EBS/94/192, Washington, September, 26th, 1994.

-IMF, Staff report for the 1995. Article IV consultation and request for an extended arrangement under the extended fund facility, middle eastern and policy department, Washington, April 21st, 1995.

-OCDE, « L'interdépendance mondiale », Paris, 1995.

-Pisani-Ferry.J, « L'Europe à géométrie variable : Etude du développement régional et l'aménagement de l'espace communautaire des pays du sud et de l'est méditerranéen », Commission Européenne, Bruxelles, 1998.

-Présidence de l'Etat, « Economie algérienne », les enjeux et les choix à moyen terme (1996-2000) », document de doctrine, Alger, Février 1996.

-Présidence de l'Etat, journées d'information gouvernement-opérateurs sur l'accord « Stand-by », Palais des Nations, Alger, 27 avril 1994.

⁸ -La crise financière mondiale a commencé aux USA, avec à l'origine, les crédits hypothécaires.L'Etat américain s'est vu dans l'obligation de mettre en œuvre un plan, le Plan PAULSON, appelé plan de sauvetage, mais qui est en fait une participation forcée de l'ETAT dans les Banques américaines, financée par le Trésor Public.

Le plan PAULSON, sans le lire dans le détail, ce qui ne doit pas être aisé pour un non initié, prévoit bien entendu de renflouer les trésoreries des banques sous forme de crédits rémunérateurs mais dans des conditions bonifiées telles que ces crédits prennent la forme de participation au Capital.

En fait les banques sont transformées en banques à capitaux mixtes mais dont les dividendes sont inégalement répartis, car le Trésor public n'encaissera que les intérêts infimes devant les résultats financiers si la relance suit, et elle suivra : ainsi le système est régénéré et sauvé. Le consensus de Washington vient d'être brisé par ceux-là mêmes qui l'ont dicté. Les politiques des institutions de Bretton Woods ont souligné la libéralisation et la suppression des interventions de l'Etat sur les marchés financiers et le démantèlement des entraves au commerce. C'est la règle qui vient d'être violée en ce qui concerne le marché des capitaux.

Le consensus de Washington, a été passé entre le FMI, la Banque Mondiale et le Trésor américain pour dicter une démarche dans les positions à adopter pour les pays en développement. L'orientation Keynésienne du FMI, qui prévalait jusqu'aux années soixante dix et qui soulignait les insuffisances du marché et le rôle de l'Etat dans la création d'emplois nécessaires à la relance, est abandonnée pour laisser la place au marché totalement libre.

⁹ Le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, le ministre des Finances, Karim Djoudi, et le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, ont fait part de leur analyse et l'impact possible de la crise financière internationale sur l'Algérie. Le président de la République et le Premier ministre ont également livré leurs commentaires. Le consensus est que l'Algérie ne sera pas affectée par la crise financière proprement dite, mais pourrait être plus sensible au ralentissement économique mondial du fait de la baisse de la demande d'énergie qui en découle. En effet, dès l'apparition des premiers symptômes de la récession, bon nombre de politiques, d'experts et de cabinets de consulting n'ont cessé d'affirmer que l'Algérie serait en mesure d'y faire face. Un air d'optimisme qui revient dans le rapport annuel d'Oxford Business Group et de celui du FMI portant sur la situation économique qui a prévalu en Algérie durant l'année 2008. Il y a même ceux qui estiment que l'Algérie peut énormément tirer profit de la crise économique actuelle, du moment que les pouvoirs publics ont pris des mesures leur permettant de limiter l'impact de cette crise.

¹⁰ Depuis le début des années quatre vingt dix, ce programme se déroule et continue, quelles qu'en soient les conséquences et nous nous retrouvons aujourd'hui face au mur : **allons-nous continuer alors que l'Etat, ailleurs revient en force?** La mise en œuvre de ces programmes d'ajustement et de restructuration de l'économie algérienne, nous explique-t-on, vise à lui conférer un profil de compétitivité lui permettant de dégager des richesses et de rentrer en compétition dans le cadre de la mondialisation.

¹¹ Et le BIT et l'OCDE estiment que le chômage risque de toucher entre 20 et 25 millions de personnes de plus dans le monde d'ici à 2010, atteignant un record de 210 millions de personnes fin 2009. Pour les USA, 2,6 millions de logements ont fait l'objet d'une procédure de saisie en 2008.

¹² Le Japon et l'Inde sont fortement connectés à l'économie européenne, et surtout américaine, pour leurs exportations représentant certes 1/3 de la population mondiale, mais dont la demande solvable, bien qu'en augmentation, reste faible malgré un important marché intérieur, subissent comme montré précédemment Outre que l'OPEP contrôle moins de 40% de la production commercialisée mondiale et malgré ces réductions successives de production, n'arrivant pas à enrayer la chute des cours avec le risque de perdre des parts de marché au profit des pays non OPEP et rendant de moins

en moins attractif la demande d'hydrocarbures à moyen et long terme. C'est que les experts du cartel raisonnent selon le modèle linéaire, et l'erreur des experts de l'OPEP a été de prendre comme hypothèse que la croissance mondiale serait tirée par l'Asie. Le Japon vient d'entrer dans une très forte récession, la Corée du Sud le sera fin janvier 2009 et la Chine, le brutalement cette récession, tout en étant réaliste le PIB chinois étant équivalent en 2007/2008 à celui de l'Allemagne, les capacités d'absorption étant transitoirement limitées.

¹³ Qu'en sera-t-il si le cours du pétrole est de 50, 40 ou 30 dollars? Les recettes seront pour 50 dollars environ 35 milliards de dollars moins 20 milliards d'autofinancement Sonatrach/Sonelgaz, 15 milliards de dollars qui s'ajoutent aux réserves de change. Pour 40 dollars le baril (le prix du gaz étant indexé sur celui du pétrole) les recettes pour 40 dollars seront d'environ 28 milliards de dollars moins 20 milliards de dollars restant au trésor 8 milliards de dollars. Pour 30 dollars le baril il y aurait égalité entre les recettes de Sonatrach/Sonelgaz et l'autofinancement c'est-à-dire rien pour le trésor.

¹⁴ Depuis l'indépendance, des efforts de développement soutenus ont été consentis et des progrès et avancées dans l'amélioration des conditions de vie des populations ont été réalisés. Mais, aussi, des difficultés économiques et sociales continuent à sévir : chômage, stagnation industrielle, déséquilibre régional ...C'est dire que la question du développement reste entière et interpelle les différents acteurs (gestionnaires, responsables, politiques, universitaires...) en vue de la circonscrire et l'élucider.

References bibliographiques :

- Aflation.F, « Marchés des changes et produits dérivés », PUF, Paris, 1995.
Arnaud.P, « La dette du tiers monde », Edition La découverte, Paris, 1992.
Belhimer.A, « La dette extérieure de l'Algérie », Editions Casbah, alger, 1998.
Belletane.B, « La Bourse », Hatier, Paris, 1987.
Benhalima.A, « Le système bancaire algérien, textes et réalité », Edition Dahleb, Alger, 1996.
Benissad.M.E, « Economie du développement de l'Algérie », 2^e édition, Economica, Paris, 1982.
Bernard.J, Fouchard.P et Kahn.P, « Les Euro-crédits, un instrument du système bancaire pour le financement international », Librairies techniques, Paris, 1981.
Bertjelemy.J.C. et Ann.V, « Allègement de la dette et croissance », OCDE, Paris, 1994.
Blardonne.G, « Le Fonds Monétaires Internationale, l'ajustement et les droits de l'homme », Les éditions de l'épargne, Paris, 1990.
Chesnais.F, « La mondialisation du capital », Economica, Paris, 1995.
Dembinski Powel.H, « L'endettement international », PUF, Collection « Que sais-je », Paris, 1989.
Fontaine.P, « Gestion du risque de change », Economica, Paris, 1996.
Gannage.S, « Jusqu'au cou : enquête sur la dette du tiers monde », La Découverte, Paris, 1988.
Giglinger.E, « Le financement des entreprises par les marchés de capitaux », PUF, Paris, 1991.

Henni Ahmed, « Economie de l'Algérie indépendante », Edition ENAG, Alger, 1991.
Héritaux.M.F, « Le fonds Monétaire International et les pays du tiers monde », Editions PUF, Paris, 1986.

- Keynes.J.M., « La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt, et de la monnaie », Petite Bibliothèque Payot, Paris, 1982.
- Kindleberger.C.H.P, et Lindert.PH, « Economie internationale », Economica, Paris, 1983.
- Kopits.G and Symansky.S, occasional papers, n°162, IMF, Washington, 1998.
- Levy-Garboua.V et Weymuller.B, « Macroéconomie moderne », Economica, Paris, 1979.
- Marois.B, « Le risque pays », PUF, Collection « Que sais-je », Paris, 1990.
- Mourgues.N, « L'évaluation des investissements », Economica, Paris, 1995.
- Norel.P et Alary.E.S., « L'endettement du tiers monde », Editions St-Martin, Montréal (Québec), 1988.
- Norel.P, « Les banques face aux pays endettés », Edition Syros, Paris, 1990.
- Salvador.D, « Microéconomie, cours et problèmes », Série Schaum, Mc Graw Hill, Paris, 1981.
- Terki Nour-Eddine, « Les sociétés étrangères en Algérie », OPU, Alger, 1976.
- Topsacallian.P, « Principes de finance international », Economica, Paris, 1992.
- Barth.R and Hamphil.W, « Financial programing and policy », IMF, Washington, 2000.
- Blejer.M.I and Ke-young Chu, « Fiscal policies, stabilization and growth in developing countries », IMF, Washington, 1992.
- Corbo.V, Goldstein.M and Kahn.M, « Growth oriented adjustment programs », IMF, Washington, 1987.
- Culpeper.R, Berry.A and Stewart.F, « Global development : fifty years after Breton Woods », Macmillan Press Ltd, London, 1997.
- Frankle.J and Douley.M, « Analytical issues in debt », IMF, Washington, 1989.
- Jafarey.V.A, « Structural adjustment and macroeconomic policy issues », IMF, Washington, 1992.
- Kanan.T.H., « The social effects of economic adjustment on Arab countries », IMF, Washington, 1999.
- Montiel.P.J and Haque.H, « Macroeconomic models for adjustment in developing countries », IMF, Washington, 1991.
- Oleh Havrylyshyn, « A global strategy for the mediteranean countries », IMF, Washington, 1997.
- Saïd El Naggar, « Economic development of the Arab countries ; selected issues », IMF, Washington, 2000.
- Tanzi.V, « Transition to market », IMF, Washington, 1993.
- Wallace.L, « Africa : Adjusting to the chanllenges of globalization », IMF, Washington, 1999.
- Media Bank. Alger :**
- N°11, Janvier – Février, 1994 ; N°12, Mars – Avril, 1994 ; N°19, Août – Septembre 1995 ; N°23, Avril – Mai, 1996 ; N°25, Août – Septembre 1996 ; N°30, Juin – Juillet, 1997 ; WWW.CENEAP.COM.DZ ; WWW.BNA.COM.DZ ; WWW.BANKOFALGERIA.COM.DZ ; WWW.IMF.ORG ; WWW.WOLRDBANK.ORG.